

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2013

EXERCICE 30 JUIN 2014



GROUPE SOUFFLET

MALTERIES FRANCO-BELGES
Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité	4
Comptes consolidés semestriels	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	34

MALTERIES FRANCO-BELGES
Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

MALTERIES FRANCO-BELGES

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES**

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2013

I – ACTIVITE DE MFB

La production du 1^{er} semestre de l'exercice 2013/2014 est en hausse de 3% par rapport à la même période de l'exercice précédent, correspondant à l'utilisation à pleine capacité des 4 malteries. Les livraisons ont progressé de 14% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2012/2013 qui avait été particulièrement faible. Ce volume reste toutefois encore en deçà de la production, mais devrait continuer à s'améliorer sur le second semestre de l'exercice en cours, grâce à de meilleures ventes export. Le chiffre d'affaires unitaire du premier semestre est en baisse, comme le coût des matières premières. Ainsi la marge brute se maintient au niveau de l'exercice précédent.

Au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2013/2014, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 51,6 M€. Son résultat d'exploitation ressort 3 M€ contre un résultat bénéficiaire, au 1^{er} semestre de l'exercice 2012/2013, de 1,8 M€ et son résultat net social, tenant compte de versement de dividendes, ressort 1,7 M€ contre 0,8 M€ au 31/12/2012.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB reste inchangé : il comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES - CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB ressort à 51,6 M€ et le résultat net consolidé, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, est bénéficiaire de 4,3 M€ contre un résultat, au 31/12/2012, de 6,3 M€.

1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR est en baisse de 2% par rapport au même semestre de l'exercice précédent, du fait de travaux de maintenance dans une des malteries. Les livraisons du semestre, bien qu'en deçà de la production, progressent de 1% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2012/2013. La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 67,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort en perte de (0,6) M€ contre une contribution de 6,5 M€ au 31/12/2012.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP est en forte baisse de 37% par rapport à celle du 31/12/2012, en ligne avec les volumes vendus. La demande de malt a chuté sur le semestre du fait de la baisse de la production de bière en Russie. Ainsi, les ventes ont diminué de 27% par rapport à la même période de 2012. La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 14,5 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé est quasi nul contre une contribution de 1,5 M€ au 31/12/2012.

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA a augmenté de 6 %, correspondant à une quasi pleine utilisation de la capacité du site. Les ventes progressent de 4% par rapport au 2nd semestre 2012. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort au 31/12/2013 à

22,4 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 2 M€ contre une contribution de 1 M€ au 31/12/2012.

SLAVUTA, filiale ukrainienne, a enregistré une hausse de sa production de 5% par rapport au 1er semestre de l'exercice 2012/2013, pour accompagner la demande du marché. Les ventes ont progressé de 3% par rapport au 31/12/2012. La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 25,1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est de 2,2 M€ contre une contribution de 0,9 M€ l'année précédente.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK a connu un net recul (-32 %) sur le semestre ; un arrêt pendant la période d'été ayant été nécessaire pour tenir compte de la baisse de la demande de malt dans la région d'Asie Centrale. Les ventes ont ainsi diminué de 26% par rapport à l'année précédente. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 9,9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à (0,3) M€ contre une contribution positive de 0,005 M€ au 31/12/2012.

La filiale serbe MALTINEX a enregistré une hausse de sa production de 25% sur ce 1^{er} semestre. En revanche, les ventes ont baissé de 9% par rapport à l'exercice précédent et sont inférieures à la production sur la période. La contribution de MALTINEX au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 13,4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,1 M€ contre une contribution négative de (0,03) M€ au 31/12/2012.

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA a baissé de 30% sur le semestre par rapport au 1er semestre de l'exercice 2012/2013 en corrélation avec l'arrêt rendu nécessaire cet été pour s'aligner sur les volumes vendus. Dans un marché de la bière en régression, la demande de malt a été plus faible sur le semestre. Les livraisons sont en baisse de 8%. La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 18,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 0,2 M€ contre une contribution de 1,3 M€ au 31/12/2012.

La production des deux sites de MALTERIE SOUFFLET BULGARIE a progressé de 3% par rapport au même semestre de l'exercice précédent, correspondant à l'utilisation à pleine capacité des 2 outils. Les ventes, bien qu'inférieures à la production du fait de la saisonnalité, progressent de 7% par rapport au 31/12/2012. La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 5,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort négativement à (0,002)M€ contre une contribution négative de (0,2) M€ l'année précédente.

La filiale hongroise MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG ne produit plus de malt ; son activité correspond uniquement à la collecte d'orge de brasserie qui est vendue aux autres entités du Groupe SOUFFLET dans la zone Europe Centrale. Dans ces conditions, la contribution au chiffre d'affaires de cette société dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 0,1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 0,09 M€ contre 0,2 M€ au 31/12/2012.

2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM ressort à, au 31/12/2013, à 176,7 M€ contre 189,2 M€ au 31/12/2012. Le résultat opérationnel est 15,1 M€ contre un résultat bénéficiaire, au 31/12/2012, de 20,2 M€ et le résultat net ressort bénéficiaire de 5,1 M€ contre un résultat bénéficiaire de 11,4 M€ au 31/12/2012.

III - PERSPECTIVES

En France, le carnet de commande actuel permet d'assurer la production à pleine capacité sur le 2nd semestre de cet exercice. Les livraisons devraient être plus importantes qu'au 1^{er} semestre. Globalement, les volumes expédiés sur l'exercice devraient être nettement supérieurs à l'année 2012/2013. Le coût d'achat des matières premières devrait rester soutenu sur la deuxième partie de l'exercice et les marges brutes devraient donc baisser. Cependant, les résultats devraient rester en ligne avec les objectifs budgétaires, en restant toutefois inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

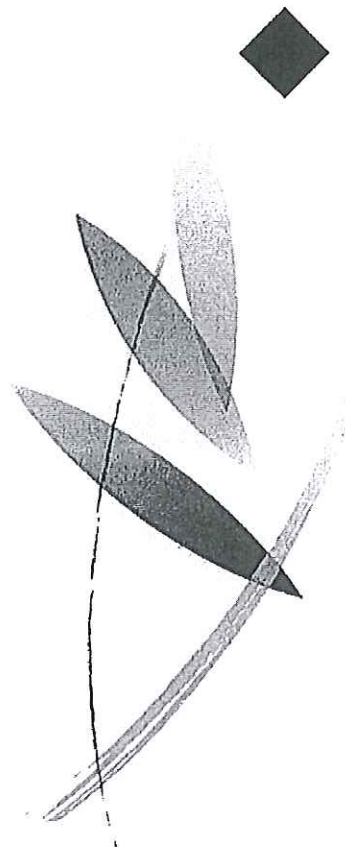
En Europe Centrale, les marchés de la bière restent globalement stables. Cependant, les volumes vendus sur l'exercice devraient s'améliorer par rapport à 2012/2013, année particulièrement difficile. Le résultat devrait être conforme aux prévisions mais en deçà de l'année dernière.

Dans la zone C.E.I., la demande de malt devrait être meilleure sur le second semestre en cours. Dans ce contexte, les volumes vendus devraient s'améliorer sans toutefois rattraper le retard accumulé au 31/12/2013. Les résultats de l'exercice seront impactés et devraient être inférieurs à ceux du 30/06/2013, conformément aux prévisions budgétaires.

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement au 31/12/2013.

**COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31/12/2013**



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31/12/2013

(en K€uros)	Notes	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	260	303	282
Immobilisations corporelles	5	30 921	29 521	31 635
Participation dans les entreprises associées	6	101 402	97 988	101 165
Actifs financiers non courants	7	575	598	594
Actifs non courants		133 158	128 410	133 676
Stocks et en-cours		16 998	17 714	15 823
Clients et autres débiteurs		4 176	7 386	3 061
Créances d'impôt		98	0	0
Autres actifs courants		26	32	34
Comptes courants - Actifs	8	0	0	8 244
Instruments de trésorerie - Actif	8	9	65	37
Trésorerie	8	10	36	25
Actifs courants		21 257	25 233	27 224
Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF		154 415	153 643	160 900
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾⁽²⁾		107 839	98 612	106 184
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres ⁽²⁾		(7 102)	(2 655)	(5 008)
Capitaux propres (Part du groupe)		132 148	127 458	132 677
Capitaux propres		132 148	127 458	132 677
Emprunts et dettes financières	8	125	197	151
Provisions pour retraites et engagements assimilés ⁽²⁾	9	946	904	940
Autres provisions non courantes	9	0	923	923
Impôts différés ⁽²⁾	10	7 320	7 774	7 289
Passifs non courants		8 390	9 798	9 303
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	58	172	452
Comptes courants - Passif	8	2 394	4 373	0
Provisions (part à -1 an)	9	920	336	35
Fournisseurs et autres créditeurs		10 504	10 909	16 410
Dettes d'impôts		0	590	2 018
Autres passifs courants		1	7	5
Passifs courants		13 877	16 387	18 920
TOTAL DU PASSIF		22 267	26 185	28 223
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		154 415	153 643	160 900
		4 358	6 359	13 931

(1) dont résultat Part du Groupe

(2) Pour l'exercice clos au 30 juin 2013 et pour la période close au 31 décembre 2012, l'état de la situation financière consolidée a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes au 30 juin 2013 publiés en octobre 2013, dans les comptes au 31 décembre 2012 publiés en février 2013, pour tenir compte des incidences liées à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée, applicable au 1er juillet 2013 pour le Groupe (cf. Note 3).

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2013

(en K€uros)	Notes	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Produits des activités ordinaires	11	51 629	45 884	103 804
Achats consommés		(41 254)	(40 932)	(81 765)
Charges externes		(4 561)	(4 462)	(8 810)
Charges de personnel		(2 292)	(2 453)	(4 788)
Impôts et taxes		(806)	(652)	(1 607)
Amortissements et dépréciation	14	(1 172)	(1 112)	(2 234)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		1 630	3 759	394
Autres produits et charges opérationnels courants	12	(45)	1 811	24
Résultat opérationnel courant		3 029	1 843	5 018
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	18	1	81
Résultat opérationnel		3 047	1 844	5 099
Coût de l'endettement financier		(26)	(150)	(235)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	16	2 427	5 231	10 759
Autres produits financiers		22	238	234
Autres charges financières		(38)	(28)	(31)
Résultat avant impôt		5 434	7 135	15 826
Charge d'impôt	15	(1 076)	(776)	(1 895)
Résultat		4 358	6 359	13 931
Part du Groupe		4 358	6 359	13 931
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		8,8	12,8	28,1
Résultat Net dilué par action en euro		8,8	12,8	28,1

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2013

(en K€uros)	Notes	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Résultat net		4 358	6 359	13 931
Écarts de conversion ⁽¹⁾		(2 190)	1 097	(1 254)
Gains et pertes actuariels ⁽²⁾		9	(5)	(7)
Impôts différés		(3)		
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>(2 184)</i>	<i>1 092</i>	<i>(1 261)</i>
Résultat global de l'exercice		2 174	7 456	12 677
Dont part du groupe		2 174	7 456	12 677
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0

(1) Ecarts de conversion provenant uniquement de la quote-part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

(2) Pour l'exercice clos au 30 juin 2013 et pour la période close au 31 décembre 2012, le montant des gains et pertes actuariels a été modifié par rapport aux éléments présentés dans les comptes consolidés au 30 juin 2013 publiés en octobre 2013, dans les comptes au 31 décembre 2012 publiés en février 2013, pour tenir compte des incidences liées à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée sur la suppression de la méthode du corridor, applicable au 1^{er} juillet 2013 pour le Groupe (cf. Note 3).

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2013

(en K€uros)	Notes	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		4 358	6 359	13 931
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(2 427)	(5 231)	(10 759)
Dotations aux amortissements et provisions		1 147	952	1 808
Plus et moins values de cession		20		(1)
Dividendes nets reçus des entreprises associées				(24)
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		28	(86)	(59)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	17	9	(31)	(9)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		3 135	1 963	4 887
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		1 076	776	1 895
Coût de l'endettement financier		26	150	235
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		4 237	2 889	7 017
Variation du BFR	18	(8 208)	(4 490)	7 208
Impôts versés		(3 103)	2 416	2 241
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		(7 074)	815	16 466
Coût d'acquisition des titres	1			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(457)	(1 355)	(4 572)
Variation des actifs financiers		22	5 000	5 004
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles				1
Dividendes reçus				24
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(435)	3 645	457
Emission d'emprunts		4	41	46
Remboursement d'emprunts		(31)	(23)	(74)
Intérêts financiers nets versés		(26)	(150)	(235)
Intérêts encaissés			1 297	1 297
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(2 697)	(4 941)	(4 947)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(2 750)	(3 776)	(3 913)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		(10 259)	684	13 010
Trésorerie d'ouverture	8	7 828	(5 182)	(5 182)
Trésorerie de clôture	8	(2 431)	(4 498)	7 828
Variation de trésorerie		(10 259)	684	13 010

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

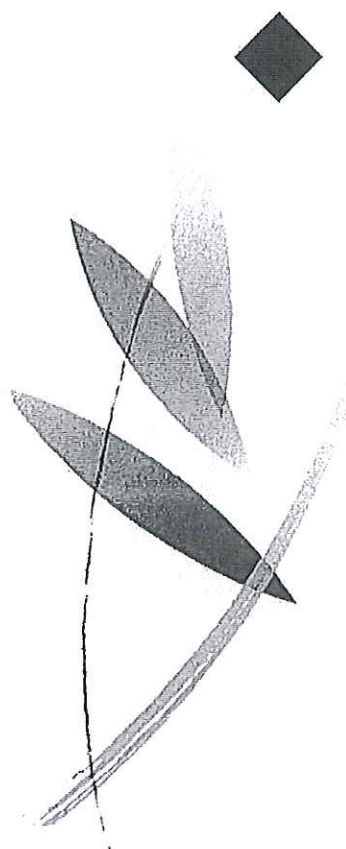
(en K€uros)	Part du groupe						Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	
Situation au 30 juin 2012 ⁽¹⁾	15 123	16 378	97 213	(3 747)	124 967		124 967
<i>Résultat net</i>			13 931		13 931		13 931
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽²⁾</i>				(1 261)	(1 261)		(1 261)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			13 931	(1 261)	12 670		12 670
Dividendes			(4 960)		(4 960)		(4 960)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
Situation au 30 juin 2013 ⁽¹⁾	15 123	16 378	106 184	(5 008)	132 677		132 677
<i>Résultat net</i>			4 358		4 358		4 358
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				(2 184)	(2 184)		(2 184)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			4 358	(2 184)	2 174		2 174
Dividendes			(2 703)		(2 703)		(2 703)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
Situation au 31 décembre 2013	15 123	16 378	107 839	(7 192) ⁽²⁾	132 148		132 148

(1) Pour l'exercice clos au 30 juin 2013 et pour l'exercice clos au 30 juin 2012, l'état de la situation financière consolidée a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes au 30 juin 2013 publiés en octobre 2013, dans les comptes au 30 juin 2012 publiés en octobre 2012, pour tenir compte des incidences liées à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée, applicable au 1er juillet 2013 pour le Groupe (cf. Note 3).

(2) dont réserve de conversion (7 217) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées

ANNEXES
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS

AU 31/12/2013



SOMMAIRE



NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 3 – Principes Comptables	9
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	16
NOTE 5 – Immobilisations corporelles	16
NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées	17
NOTE 7 – Actifs financiers non courants	18
NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	19
NOTE 9 – Provisions	20
NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	20
NOTE 11 – Information sectorielle	21
NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants	22
NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants	22
NOTE 14 – Amortissements et dépréciations	22
NOTE 15 – Impôts Sociétés	23
NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	24
NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	24
NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement	25
NOTE 19 – Transactions avec les parties liées	25
NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles	25
NOTE 21 – Montant des engagements financiers	26
NOTE 22 – Gestion des risques	26
NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes	27

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2013 et finissant le 30 juin 2014. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers consolidés semestriels de MFB ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 24 février 2014.

Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. SOUFFLET SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2013.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2014.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2013 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part du Groupe MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Filiales de la CIM

	Siège social	% contrôle de la CIM
MALTERIE SOUFFLET ST PETERSBOURG	194292 Saint Petersburg FEDERATION DE RUSSIE	69.97
SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA	61285 Poznan POLOGNE	100.00

	Siège social	% contrôle de la CIM
SOUFFLET MALTERIE ROUMANIE	120118 Buzau 1 ROUMANIE	100.00
MALTERIE SOUFFLET HONGRIE	8800 Nagykanisza HONGRIE	100.00
SLADOVNY SOUFFLET CR	796 26 Prostejov REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
SOUFFLET MALTING KAZAKHSTAN	Tekeli KAZAKHSTAN	99.29
MALTINEX	21400 Backa Palanka SERBIE	100.00
SLAVUTA MALTING PLANT	30000 Slavuta UKRAINE	96.48
MALTERIE SOUFFLET BULGARIE	5800 Pleven BULGARIE	100.00

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 0,17 % des titres de Slavuta Malting Plant.

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

NOTE 3 – Principes Comptables

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2013 pour le Groupe, n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe pour la période close au 31 décembre 2013 à l'exception de l'amendement IAS 19R.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2013 pour le Groupe.

Sur la base des premiers travaux effectués, ces nouveaux textes ne devraient avoir qu'un impact limité sur les comptes du Groupe.

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »

Il est fait application pour la première fois des amendements à IAS 19 "Avantages du personnel" publiés par l'IASB et adoptés par l'Union Européenne le 6 juin 2011.

Les principaux changements résultant de cette révision sont :

- la suppression de l'option de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies selon la méthode du corridor ; et
- la comptabilisation immédiate du coût des services passés non acquis en résultat.

Cet amendement n'a qu'une incidence limitée sur les comptes consolidés du Groupe.

Les deux principaux retraitements pris en compte dans les états financiers consolidés présentés au 31 décembre 2013 sont les suivants :

- reconnaissance immédiate des engagements liés aux coûts des services passés non reconnus : cette modification représente une augmentation de la provision pour engagements de retraites de 72 K€ au 30 juin 2013, de 72 K€ au 31 décembre 2012 (et de 72 K€ au 1er juillet 2012). L'application de ce changement sur le compte de résultat consolidé 2013 et 2012 est non significatif ;
- reconnaissance immédiate des engagements liés aux écarts actuariels non provisionnés en contrepartie des autres éléments du résultat global ; cette modification représente une diminution de la provision pour engagements de retraites de 29 K€ au 30 juin 2013, de 32 K€ au 31 décembre 2012 (et de 39 K€ au 1er juillet 2012).

(en K€uros)	30/06/2013	31/12/2012	01/07/2012
Ecart actuariels non provisionnés	(29)	(32)	(39)
Coûts des services passés non provisionnés	72	72	72
Impôts différés	(14)	(13)	(11)
TOTAL	29	27	22

BASE DE PREPARATION

Les états financiers ont été établis selon les conventions comptables générales des normes IFRS :

- image fidèle ;
- continuité d'exploitation ;
- méthode de la comptabilité d'engagement ;
- permanence de la présentation ;
- importance relative et regroupement ;
- non-compensation.

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces estimations et hypothèses concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 22 .

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des comptes semestriels consolidés du 31 décembre 2013 portent principalement :

- sur l'estimation des provisions, en particulier pour les engagements sociaux ;
- sur les tests de valorisation des actifs ;

- sur l'évaluation des actifs d'impôts différés.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF, achats et ventes à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge) dans le cadre de la couverture du risque lié à la variation des cours des matières premières ;
- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs

La production de malt est l'activité unique de la société MALTERIES FRANCO-BELGES ; MALTERIES FRANCO-BELGES ne peut, par conséquent, être décomposée en UGT.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur d'un actif, sa valeur recouvrable est estimée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

Dépréciation des participations dans les entreprises associées

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) avec sa valeur comptable dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Les indices de perte de valeur retenus par le Groupe sont les suivants :

- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Pour déterminer la valeur d'utilité de la participation, l'entité estime :

- sa quote-part de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés par l'entreprise associée, y compris les flux de trésorerie générés par les activités de l'entreprise associée et les produits liés à la sortie in fine de la participation ; ou
- la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés auxquels devraient donner lieu les dividendes à recevoir de la participation et sa sortie in fine.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Autres éléments du résultat global" (non recyclables dans le compte de résultat), et les coûts des services passés sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : les taux d'actualisations retenus correspondent au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,

- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 3,3 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2006/2008 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres crédateurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans le coût des biens vendus.

Résultat des opérations faites en commun

Un accord de péréquation entre la société MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (MALTERIES SOUFFLET et SOCIETE DES MALTERIES D'ALSACE) permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Compte tenu de la nature de ce nouvel accord, le produit ou la charge en résultat est enregistré en chiffre d'affaires depuis le 30 juin 2013.

Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
 - des coûts de restructuration ;
 - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - des litiges ou événements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

Résultat par action

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Acquisitions	Cessions	31/12/2013
Logiciels informatiques		636		636
TOTAL		636		636

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations incorporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Dotations	Reprises	31/12/2013
Amt/Dépr. Logiciels informatiques	(354)	(22)		(376)
Total Dépr. et Amort.	(354)	(22)		(376)
Total Net	282			260

NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Acq.	Cess.	Recl.	31/12/2013
Terrains	1 011				1 011
Constructions	32 544			2 753	35 297
Installations tech, matériel & outillage	46 540		(40)	949	47 449
Autres immobilisations corporelles	323			1	324
Immobilisations corporelles en cours	3 727	456		(3 809)	374
Total Brut	84 145	456	(40)	(106)	84 455

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	31/12/2013
Amort. Dépréciat. des constructions	(21 493)	(384)		1	(21 876)
Amort. Dépréc. install tech, mat. & out.	(30 720)	(764)	20	105	(31 359)
Amort. Dépréciat. autres immob corp.	(297)	(2)			(299)
Total Amortiss. et dépréciations	(52 510)	(1 150)	20	106	(53 534)
Total Net	31 635				30 921

NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2013 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Entreprises associées au 1er juillet 2013	101 165
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	2 427
Ecarts de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	(2 190)
Entreprises associées au 31 décembre 2013	101 402

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2013 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Actif	
Total immobilisations	159 222
Autres actifs non courants	1 548
Actif courants	208 766
Total	369 536
Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 5 088 K€)	211 939
Participations ne donnant pas le contrôle	5 241
Emprunts et dettes assimilées non courants	10 316
Autres passifs non courants	7 597
Passifs courants	134 443
Total	369 536

Pour MFB la quote part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

211 939 K€ x 47,71 %	= 101 122 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes :	280 K€

Titres mis en équivalence au bilan de MFB :	101 402 K€

NOTE 7 – Actifs financiers non courants

La variation des actifs financiers non courants en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Acq.	Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2013
Titres de participation non consolidés	544					544
Titres immobilisés (non courants)	13					13
Prêts > 1 an	37			(19)		18
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91					91
TOTAL	685			(19)		666

La variation des provisions sur les autres actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2013
Prov. autres créances immobilisées > 1 an	(91)					(91)
TOTAL	(91)					(91)

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

(en K€uros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
Secobra recherches	544		544	10,33%	16 882	(1 441)	30/06/2013
GIAC	13		13	0,23%	5 955	17	31/12/2012
TOTAL	557		557				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Prêts > 1 an	18	18	
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91		91

NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	31/12/2013
Emprunts et dettes financières non courants					
Emprunts > 1 an	11			(11)	
Participation des salariés > 1 an	140	4	(19)		125
TOTAL	151	4	(19)	(11)	125
Emprunts courants et concours bancaires					
Emprunts < 1 an	11		(11)	11	11
Concours bancaires (trésorerie passive)	437	(392)			45
Intérêts courus non échus - passif	4	(2)			2
TOTAL	452	(394)	(11)	11	58

L'échéancier des emprunts et dettes financières non courants est le suivant :

	de 2 à 5 ans	supérieur à 5 ans
Participation des salariés > 1 an	125	
TOTAL	125	

L'endettement financier net est :

(en K€uros)	01/07/2013	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	31/12/2013
Trésorerie Brute	25	(15)			10
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	8 244	(8 244)			
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe		(2 394)			(2 394)
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(441)	394			(47)
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	7 828	(10 259)			(2 431)
Dettes financières courantes	(11)	11	(11)		(11)
Dettes financières non courantes	(11)		11		
Total des dettes financières	(22)	11	0		(11)
DETTE NETTE	7 806	(10 248)	0	0	(2 442)

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

(en K€uros)	01/07/2013	Dot.	Rep. résult. Prov. utilisées	Rep. Réserves Prov. sans objet	Recl.	31/12/2013
Provisions pour retraites et engagements assimilés ⁽¹⁾	932	36	(23)			945
Provisions pour restructurations > 1 an	923		(61)		(862)	
Provisions pour pertes sur contrats < 1 an	6	43	(6)			43
Autres provisions pour risques < 1 an	15		(15)			
Provisions pour restructurations < 1 an	14	15	(14)		862	877
Total prov. risques et charges	1 890	94	(119)			1 865

(1) Pour l'exercice clos au 30 juin 2013, le solde des provisions pour retraites et engagements assimilés a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes au 30 juin 2013 publiés en octobre 2013, pour tenir compte des incidences liées à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée, applicable au 1er juillet 2013 pour le Groupe (cf. Note 3).

NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés portent sur les éléments suivants :

(impôts différés en K€uros)	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Immobilisations corporelles	(39)	(33)	(33)	42	42	42
Actifs financiers à la juste valeur				2	21	2
Provisions réglementées				7 871	8 407	7 814
Provisions non déductibles ⁽¹⁾	(556)	(658)	(529)			
Autres éléments	(7)	(5)	(7)			
Compensation des IDA et IDP de même nature et de même terme	595	696	569	(595)	(696)	(569)
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES				7 320	7 774	7 289

(1) Pour l'exercice clos au 30 juin 2013 et pour la période close au 31 décembre 2012, le solde des provisions pour retraites et engagements assimilés a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes au 30 juin 2013 publiés en octobre 2013 dans les comptes au 31 décembre 2012 publiés en février 2013, pour tenir compte des incidences liées à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée, applicable au 1er juillet 2013 pour le Groupe (cf. Note 3).

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

<i>(bases en K€uros)</i>	30/06/2013	Comptabilisé en résultat	31/12/2013
Immobilisations corporelles	27		27
Actifs financiers à la juste valeur	5	3	8
Provisions réglementées	23 444	169	23 613
Provisions non déductibles	(1 545)	(118)	(1 663)
Ecart de conversion	(5)	(7)	(12)
Autres éléments	(14)	2	(12)
TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES	21 912	49	21 961
Effet impôt différé	7 303		7 320

NOTE 11 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

<i>(en K€uros)</i>	France	Union Européenne Hors France	Communauté des Etats Indépendants	Autres pays d'Europe	Asie	Reste du monde	Total
31/12/2013 (1er semestre 2013/2014)							
Chiffres d'affaires	50 274	331		31		993	51 629
Actifs sectoriels	154 415						154 415
Résultat opérationnel	3 047						3 047
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(457)						(457)
31/12/2012 (1er semestre 2012/2013)							
Chiffres d'affaires	44 255	544		7		1 078	45 884
Actifs sectoriels	153 643						153 643
Résultat opérationnel	1 844						1 844
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 355)						(1 355)
30/06/2013							
Chiffres d'affaires	101 236	915		10		1 643	103 804
Actifs sectoriels	160 900						160 900
Résultat opérationnel	5 099						5 099
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 572)						(4 572)

NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Produits et charges au titre de l'accord de péréquation ¹⁾		1 981	
Dotations nettes aux provisions	(64)	(170)	19
Autres	19		5
TOTAL	(45)	1 811	24

(1) Compte tenu de la nature de l'accord de péréquation dont les modalités sont décrites à la note 3, les effets de cet accord sont enregistrés en chiffre d'affaires à compter du 01/07/2012. Au 31/12/2013 le chiffre d'affaires a été augmenté de 1 867 K€ compte tenu de cet accord.

NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Produits de cession d'immobilisations corporelles	(20)		1
Frais de restructuration		(351)	
Autres	(50)	49	(357)
Dotations et reprises aux provisions créances d'exploitation			27
Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges	75	304	380
Dotations et reprises except. sur immobilisations		(1)	(4)
Transferts de charges	13		34
TOTAL	18	1	81

NOTE 14 – Amortissements et dépréciations

Le poste d'amortissements et de dépréciations au compte de résultat se décompose comme suit :

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(21)	(21)	(42)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(1 151)	(1 091)	(2 192)
TOTAL	(1 172)	(1 112)	(2 234)

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2013/2014.

NOTE 15 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2013 au 31/12/2013, qui s'élève à 1 076 K€, se répartit comme suit :

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Impôts différés	28	20	(464)
Impôts sur les bénéfices	1 048	756	2 359
TOTAL	1 076	776	1 895

Le taux d'impôt de droit commun applicable au 31/12/2013 est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %.

(en K€uros)	
Résultat net (gain)	4 358
Charge d'impôt comptabilisée	(1 076)
Résultat avant impôt	5 434
Taux d'impôt normal %	33,33%
Charge d'impôt théorique	(1 811)
Différences permanentes	14
Incidences des distorsions social / fiscal	14
Contribution complémentaire au taux de référence	(88)
Impact lié aux stés mises en équivalence	809
Incidence de situations fiscales particulières	721
Charge d'impôt réelle	(1 076)

NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2013.

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Produits des activités ordinaires	176 721	189 256	403 763
Autres produits de l'activité	125	103	390
Achats consommés	(194 149)	(158 442)	(331 346)
Charges externes	(14 676)	(15 561)	(31 884)
Charges de personnel	(4 946)	(4 948)	(9 950)
Impôts et taxes	(641)	(552)	(1 182)
Amortissements et provisions	(6 088)	(3 897)	(10 718)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	(1 121)	13 919	20 861
Autres produits et charges opérationnels courants	(238)	(116)	2 173
Résultat opérationnel courant	15 007	19 762	42 107
Autres produits et charges opérationnels non courants	109	480	500
Résultat opérationnel	15 116	20 242	42 607
Résultat des équivalents de trésorerie	44	76	103
Coût de l'endettement financier brut	(4 546)	(6 054)	(10 420)
Coût de l'endettement financier net	(4 502)	(5 978)	(10 317)
Autres produits et charges financiers	(4 482)	97	(2 534)
Résultat avant impôt	6 152	14 361	29 756
Charge d'impôt	(988)	(2 907)	(5 998)
Résultat après impôt	5 164	11 454	23 758
Part du Groupe	5 088	10 964	22 550
Part des participations ne donnant pas le contrôle	76	490	1 208

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

5 088 K€ x 47,71 % 2 427 K€

NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Ecart de conversion passif retraités en produits / Dettes fournisseurs	(1)	(31)	(3)
Ecart de conversion actifs retraités en charges / Créances clients	10		(6)
Total	9	(31)	(9)

NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Stocks	(1 175)	(1 561)	330
Clients et débiteurs divers (*)	(1 119)	90	4 392
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(5 914)	(3 019)	2 486
TOTAL	(8 208)	(4 490)	7 208

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

L'impact du contrat de péréquation (cf Note 3) sur la variation du besoin de fonds de roulement est de -4,3 M€ au 31/12/2013 contre +2,2 M€ au 31/12/2012.

NOTE 19 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Produits opérationnels	48 801	43 521	98 606
Charges opérationnelles	(25 165)	(18 307)	(44 698)
Autres produits financiers	28	98	100
Autres charges financières	(20)	(125)	(188)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2013	31/12/2012	30/06/2013
Comptes courants - Actif			8 244
Clients et autres débiteurs	2 315	5 006	1 203
Comptes courants - Passif	(2 394)	(4 373)	
Fournisseurs et autres créditeurs	(3 152)	(2 576)	(4 852)

NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 21 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés

Cautions :

NEANT

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération courant jusqu'en 2024 avec des partenaires industriels concernant la fourniture de chaleur pour ses unités de production de Saint Saulve, Brazey et Prouvy. MFB s'est engagée à verser des indemnités en cas de résiliation anticipée, d'un montant maximum de 6 603 K€ au 31/12/2013. La société mère de MFB, Malteries Soufflet s'est portée caution pour la totalité de cet engagement.

Engagements reçus

NEANT

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant la période aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 22 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change "vanille" ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Ces instruments dérivés ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Compte tenu du décalage entre l'achat des matières premières et l'encaissement des factures de ventes, le Groupe peut constater des gains ou des pertes de change latentes importantes

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France ou les emprunts les finançant. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de fluctuation du cours des matières premières. Afin de sécuriser la marge sur ses contrats de ventes de malt à terme fermes, le Groupe se couvre sur les prix d'achats d'orge futurs par le biais d'achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF et d'achats à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge).

Afin de contrôler son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée et mensuelle en session élargie. Les positions matières premières y sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de contrepartie

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de contrepartie avec ses comptes clients et ses contreparties bancaires. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Le risque de contrepartie bancaire est lié aux encours d'instruments financiers (dépôts et instruments dérivés) et aux lignes de crédit contractées avec chaque banque. Selon sa politique financière, le Groupe ne peut conclure des instruments financiers qu'auprès de ses partenaires bancaires. Concernant les lignes de crédit, celles-ci sont réparties sur plusieurs banques pour éviter leur concentration

NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 35 350 € au titre du contrôle légal des comptes (dont 19 200 € pour KPMG et 16 150 € pour Mazars).

MALTERIES FRANCO-BELGES S.A.

Siège Social : Quai du Général Sarrail 10400 Nogent-sur-Seine
Société Anonyme au capital de 15 123 000 €
N° Siret : 552 121 816 00177

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2013

KPMG AUDIT

MAZARS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les incidences résultant des nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} juillet 2013.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

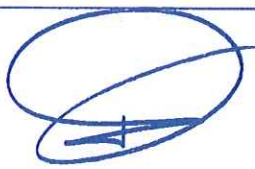
Les commissaires aux comptes

Fait à Paris la Défense et à Courbevoie, le 25 février 2014

KPMG AUDIT


Alphonse Delaroque

MAZARS


Raymond Pétroni